



ACTU | BRIONNAIS—CHAUFFAILLES

Puces des Crampons rouillés : « Nous avons déjà 300 exposants inscrits »

À l'approche de la 35e édition du marché aux puces des Crampons rouillés, qui aura lieu ce dimanche 27 juillet, il règne une certaine effervescence au sein de l'association à en croire Marcel Breton, le président.

Comment est né ce marché aux puces ?

« Ce marché aux puces est né il y a 35 ans, en 1990. C'était le début des brocantes et un membre des Crampons rouillés a lancé l'idée d'en organiser une. Et le top départ était donné. Au fil des années, celle-ci a pris beaucoup d'ampleur. Pour cette 35e édition nous avons déjà 300 exposants inscrits. Sans compter ceux qui vont s'inscrire jusqu'à dimanche. Certains exposants, dont quelques-uns arrivant même la veille, n'hésitent pas à faire de nombreux kilomètres pour être présent à ce rendez-vous annuel. »

À quoi est dû ce succès ?

« Ce succès est dû à une très bonne organisation, à une

grosse publicité qui est faite en amont au travers de médias et du bouche à oreille et à la fidélité des exposants et des chineurs. Cette organisation débute dès le mois de janvier avec le début des inscriptions. À l'issue de celles-ci, chaque exposant reçoit par courrier un plan de la braderie avec son emplacement. »

Combien de personnes sont mobilisées ?

« Que ce soit en amont, par exemple ce jeudi pour le traçage des emplacements, le jour du marché aux puces ou en aval, une quarantaine de bénévoles sont mobilisés pour le bon déroulement de cet événement. Nous avons également une douzaine de partenaires qui sont associés depuis plu-

sieurs années à ce rendez-vous annuel. » ■



Marcel Breton, plan du marché aux puces en main, et quelques bénévoles ont tracé les emplacements ce jeudi. Photo Jean-Jacques Gelin

Propos recueillis par Jean-Jacques Gelin (CLP)

Dimanche 27 juillet de 5 h à 19 h à Chauffailles sur le terrain Rugby et dans les rues adjacentes et parking du château. Les bénéfices sont reversés à différentes associations sous forme de dons.





ACTU | BRIONNAIS—CHAUFFAILLES

Dans son dernier ouvrage, Perrine Aulas replonge dans le Chauffailles des années 50

Quelle était la vie à Chauffailles pendant la guerre d'Algérie ? À travers son dernier roman, l'autrice Perrine Aulas revient sur ces événements, et l'écho ressenti dans cette petite ville du Brionnais.

Perrine Aulas était adolescente au moment où la guerre d'Algérie éclate. Elle aurait très bien pu se fondre dans les traits de Pauline, cette jeune Chauffaillonne dépeinte dans son dernier ouvrage, *Pauline, enfant de guerre, une adolescence au temps de la guerre d'Algérie*. Si elle s'en défend, certaines scènes décrites relèveraient bien de ses observations personnelles. « Il s'agit de la vie dans une petite ville à la fin des années 50 avec, en arrière-plan, la guerre d'Algérie. On voit arriver en permission, des appelés visiblement marqués par ce qu'ils ont vécu. Mais qui, pendant très longtemps, en parleront très peu. »

Une trilogie des enfants dans la guerre

Ainsi, le récit s'apparente à une chronique étalée sur le temps d'une année scolaire. Elle évoque ainsi les concours agricoles - « des événements considérables » - mais aussi les faits marquants d'une adolescente de l'époque. Perrine Aulas prend ainsi un malin plaisir à retranscrire le langage des années 50, période bénie des « surprise-partys ».

Avec ce nouvel ouvrage, c'est également une thématique récurrente qui est soulevée. Celle de l'enfant dans la guerre. Perrine Aulas parle d'ailleurs volontiers de trilogie, après *Village au fond de la Vallée*, et *Marie, enfant du Haut-*

Beaujolois, qui abordent les grands conflits du XXe siècle. ■



Perrine Aulas a dédié son dernier ouvrage, les 11 et 12 juillet dernier à la librairie du Coin, à Chauffailles. Photo Noémi Predan

par Noémi Predan

Aux éditions Héraclite.





Comment mieux se déplacer sans voiture : une enquête citoyenne démarre

La communauté de communes Brionnais-Sud-Bourgogne lance une expérimentation à Gibles pour concevoir des services de mobilité adaptés aux besoins réels des habitants. Objectif : sortir de la dépendance à la voiture individuelle, en particulier pour les jeunes et les personnes isolées.

« Comment fait-on pour se déplacer à Chauffailles sans voiture ? Pour ses loisirs, ses besoins personnels ou ses rendez-vous médicaux ? », interroge le préfet de Saône-et-Loire Yves Séguy, lors du lancement d'une expérimentation à la mairie de la ville ce vendredi 18 juillet. Impulsé par la communauté de communes Brionnais-sud-Bourgogne, ce test vise à « mieux cerner les besoins de déplacements des habitants pour concevoir des services de mobilité au plus près de leurs attentes », présente le vice-président de la communauté Bernard Grisard. Il est également maire de Gibles, village de 600 habitants à quelques kilomètres de là et site pilote de cette expérimentation. « À l'échelle du département, il y a la mission locale qui agit, mais localement, on n'avait rien de propre concernant la mobilité », remarque-t-il. C'est dans le cadre du PARI (Pourvoyeur d'actions rurales inventives), un programme lancé par la préfecture du 71, que s'inscrit cette initiative.

Les jeunes contraints de refuser des offres de formation

Les habitants de Gibles ont jusqu'au 31 juillet pour répondre à un questionnaire qui leur est diffusé, sur leurs habitudes de transports et les manques qu'ils connaissent au quotidien. L'expérimentation se penche en particulier sur les personnes sans voiture ou en difficulté d'accès au transport. « Soit un habitant sur dix en Brionnais-Sud-Bourgogne », note Bernard Grisard, porteur du projet. L'objectif de ce « travail de démocratie participative, précise Cécile Chemarin, chargée de mobilité à la communauté de communes, est d'être étendue à l'ensemble de l'intercommunalité si elle est concluante. Elle permet d'identifier des besoins qu'on n'avait pas forcément anticipé. » Sous-préfet de Charolles, David Roche salue une « méthode qui place les besoins des usagers au centre du projet ».

L'intercommunalité avoue « avoir du mal à contacter les jeunes qui ont des difficultés pour rejoindre leur lieu d'apprentissage ». « C'est un handicap pour trouver du travail », confesse Bernard Grisard. Un constat vérifié par une étude du Laboratoire de la mobilité inclusive qui révèle qu'en France, en 2018, près

d'un jeune rural sur deux (46 %) déclarait avoir refusé un travail ou une formation faute d'avoir un moyen de transport pour se déplacer. Une étude de l'Insee montre également que dans la région, un jeune rural sur quatre vit dans une zone où l'accès aux services essentiels (formation, santé, emploi...) notamment dans des territoires enclavés.

Depuis 2019, la loi d'orientation des mobilités impose aux intercommunalités d'organiser la mobilité locale. La communauté de communes Brionnais-sud-Bourgogne a donc mené plusieurs actions depuis qu'elle est devenue autorité organisatrice de la mobilité de son territoire en 2021 : promotion du covoiturage grâce à un partenariat avec BlaBlaCar Daily , soutien à la ligne ferroviaire Paray - Lyon ou aides à l'achat ou au prêt de vélos. ■



La communauté de communes lance une expérimentation basée

sur la participation citoyenne pour
remédier au manque de trans-

ports en commun dans le Brion-
nais. Photo Quentin Mallet

par Quentin Mallet

